

Loi sur la déforestation: un accord avec le Conseil afin de reporter et simplifier les mesures

- Toutes les entreprises disposeront d'une année supplémentaire pour se conformer aux nouvelles règles
- Simplification des exigences de traçabilité à l'intérieur de l'Union
- Simplification du devoir de diligence pour les petits et micro-opérateurs primaires
- Les produits imprimés sont exclus du champ d'application de la législation

La loi sur la déforestation, adoptée en 2023 afin de garantir que les produits vendus dans l'UE ne proviennent pas de terres déboisées, sera simplifiée et son application reportée d'un an.

Jeudi soir, les négociateurs du Parlement et du Conseil sont arrivés à un accord politique provisoire visant à reporter d'un an la [régulation européenne sur la déforestation](#) pour toutes les entreprises. L'accord prévoit également des solutions ciblées pour faciliter leur mise en œuvre par les entreprises, les acteurs internationaux et les États membres.

Report pour les entreprises

Toutes les entreprises disposeront d'une année supplémentaire pour se conformer aux nouvelles règles de l'UE visant à prévenir la déforestation. Les grands opérateurs et négociants devront désormais appliquer la réglementation à partir du 30 décembre 2026, et les petits opérateurs (particuliers et micro ou petites entreprises) à partir du 30 juin 2027. Ce délai supplémentaire vise à garantir une transition fluide et à permettre l'amélioration du [système informatique](#) utilisé par les opérateurs, les négociants et leurs représentants pour établir leurs

déclarations électroniques de diligence.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement du système, le Parlement a introduit une obligation pour les autorités compétentes de partager les informations relatives aux erreurs techniques ou aux perturbations importantes survenant dans le système d'information.

Simplification et devoir de diligence

Les colégislateurs sont convenus que la responsabilité de présenter une déclaration de diligence raisonnable devrait incomber aux entreprises qui sont les premières à mettre un produit concerné sur le marché européen, et non aux opérateurs et aux commerçants qui le commercialisent par la suite.

L'accord réduit également les obligations pour les micro ou petits opérateurs primaires, qui n'auront désormais plus qu'à présenter une déclaration simplifiée unique ce qui permettra aux entreprises de se conformer plus facilement à la législation sans compromettre ses objectifs.

Il a également été convenu que, d'ici au 30 avril 2026, la Commission devrait présenter un rapport évaluant l'impact de la loi et la charge administrative qu'elle représente, en particulier pour les micro et petits opérateurs.

Les produits imprimés sont exclus de la législation

Enfin, les colégislateurs sont convenus d'exclure les produits imprimés du champ d'application du règlement, comme le demandait le Parlement.

Citation

Après la conclusion de l'accord, la rapporteure du Parlement, [Christine Schneider](#) (PPE, DE), a déclaré : "L'essentiel du règlement européen sur la déforestation est préservé. Nous protégeons les forêts qui sont exposées à un risque réel de déforestation, tout en évitant d'imposer des obligations inutiles dans les zones où ce risque n'existe pas. Cet accord prend au sérieux les préoccupations des agriculteurs, des forestiers et des entreprises et garantit que le règlement puisse être mis en œuvre de manière pratique et viable."

Prochaines étapes

Le Parlement votera sur l'accord lors de sa session plénière du 15 au 18 décembre 2025. Le texte convenu doit être approuvé par le Parlement et le Conseil et publié au Journal officiel de l'UE avant la fin de l'année 2025 pour que les modifications puissent entrer en vigueur. Dans le cas contraire, les délais actuels s'appliqueront.

Contexte

Le règlement dont la simplification est prévue a été adopté par le Parlement le 19 avril 2023. Il vise à lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité en empêchant la déforestation liée à la consommation par l'UE de cacao, café, huile de palme, soja, bois, caoutchouc et produits d'élevage.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) [estime que](#) 420 millions d'hectares de forêts – soit une superficie supérieure à celle de l'UE – ont été perdus du fait de la déforestation entre 1990 et 2020. La [consommation européenne est responsable d'environ 10 % de la déforestation mondiale](#), l'huile de palme et le soja représentant plus des deux tiers de cette proportion.

En savoir plus

[Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire](#)

[Commission de l'agriculture et du développement rural](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE : vers des matières premières et des produits sans déforestation dans l'UE \(07/09/22, en anglais\)](#)

[Fiche d'information de la Commission sur la déforestation](#)

[Produits multimédias](#)

Contacts

Thomas HAAHR

Attaché de presse (DK)

☎ (+32) 2 28 42976 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72033 (STR)

📱 (+32) 470 88 09 87

✉ thomas.haahr@europarl.europa.eu

✉ envi-press@europarl.europa.eu

🐦 [@EP_Environment](https://twitter.com/EP_Environment)
